

Le Monde
21/3/2001
p. 21

Redessiner la carte des Balkans

par Lord David Owen

AUJOURD'HUI au Kosovo, le mandat de l'OTAN et des Nations unies est en train de devenir impossible à remplir. Cela me rappelle le mandat des Britanniques en Palestine et la situation créée par le bombardement en 1946 du quartier général de l'armée installé à l'hôtel King-David de Jérusalem, qui a inexorablement conduit à l'indépendance du peuple juif de Palestine.

Les graves affrontements survenus aux frontières yougoslaves et macédoniennes du Kosovo devraient servir d'avertissement à l'OTAN. Ils font la démonstration que les Albanais du Kosovo ne sont pas prêts à accepter que ce territoire demeure au sein de la Yougoslavie. De même, leurs activistes associent à leur lutte pour l'indépendance les communautés albanaises au-delà des frontières du Kosovo. Or plus le contingent des forces soutenues par l'OTAN (KFOR) qui y est déployé est considéré comme un obstacle à l'indépendance, plus il y a de risques que ces troupes soient sur la ligne de tir.

L'heure est venue de reconsidérer la question du Kosovo, car il reste peu de perspectives de négociation. Le président des Etats-Unis, George W. Bush, devrait exiger un réexamen honnête, par les pays de l'OTAN, du bien-fondé d'un maintien par militaires interposés du Kosovo dans la Yougoslavie contre la volonté de plus de 90 % de ses habitants. Les Britanniques en ont fait l'expérience en Irlande du Nord : des forces venues aider les populations locales et accueillies avec enthousiasme peuvent vite être perçues comme des occupants et devenir la cible de nationalistes armés.

l'aval de la Russie et de la Chine, aval que ces dernières ne donneront pas sans le consentement formel de Belgrade.

Il faut à présent trouver une solution pour l'ensemble des Balkans, équivalent actuel du Congrès de Berlin de 1878, qui comporte des modifications de frontières sur lesquelles les principales puissances se seront préalablement entendues.

Le nouveau président yougoslave, Vojislav Kostunica, s'est révélé un dirigeant compétent. Non seulement il a convaincu l'armée yougoslave récalcitrante d'accepter l'issue de l'élection de septembre 2000, mais il s'est également acquis son allégeance tout en sapant les fondements du pouvoir de Slobodan Milosevic. Il est quasiment certain aujourd'hui qu'il fera passer Milosevic en jugement à Belgrade et - M. Kostunica l'a promis lors du scrutin - ne l'enverra pas devant le tribunal pour crimes de guerre de La Haye.

Dans le cadre de ces transformations, l'armée yougoslave a été hier autorisée par l'OTAN à traiter avec les activistes albanais dans la zone démilitarisée autour du Kosovo. La prochaine étape sera pour l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord de faire explicitement savoir aux dirigeants musulmans albanais et aux Musulmans au sein du gouvernement de Bosnie-Herzégovine qu'en contrepartie de l'indépendance du Kosovo, une modification des frontières internationales de la Yougoslavie doit par ailleurs intervenir.

La redéfinition des frontières de la Bosnie-Herzégovine, établies en 1992 après la première guerre civile yougoslave, devra s'appuyer sur un référendum en Bosnie. Sarajevo manifeste de l'intérêt pour un

On prétendra que toute modification de la carte actuelle reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore. J'estime cette crainte très exagérée. Ce réajustement représente le meilleur espoir d'assurer une paix durable dans la région

Il n'est pas crédible que les responsables politiques de l'OTAN continuent de déclamer leurs bonnes intentions et d'exalter les mérites des accords de Dayton. Il nous faut analyser la dépendance des sociétés que nous sommes en train de faire naître en maintenant un contrôle militaire sur la Serbie, ainsi que sur le Kosovo. Ces accords ont apporté la paix et constituaient, en 1995, la meilleure issue possible. Mais l'objectif doit être aujourd'hui d'assurer un avenir stable et durable pour les Balkans.

Au moment de l'accord de Rambouillet (février 1999), dans le soulagement général assuré par les trois exigences de l'OTAN - retour des réfugiés albanais du Kosovo, déploiement des troupes de l'OTAN, départ des forces serbes -, peu d'attention a été accordée par les pays de l'OTAN aux avantages substantiels obtenus par les Serbes. Le plus important a été, au moins pour la période intérimaire, l'acceptation de la souveraineté yougoslave, et le fait que le Kosovo serait administré par les Nations unies, et non pas par l'OTAN ou l'Union européenne. Les dispositions n'ont pas encore été prises en ce qui concerne les douaniers serbes et le petit nombre de soldats postés sur les frontières extérieures du Kosovo. La résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies suspend cependant l'indépendance du Kosovo à

retour au plan de 1993 de l'Union européenne en faveur de trois républiques, après le refus récent des Croates de Bosnie de coopérer au sein de la Fédération croato-musulmane. Une république musulmane inclurait Brcko et devrait également comprendre Srebrenica.

Il faut espérer que le Monténégro se maintiendra dans une fédération avec la Serbie, mais il semble que lui aussi persiste dans son désir d'indépendance. Si tel est le cas, il y aura lieu de l'informer que, dans le cadre d'un vaste accord sur les Balkans, une petite partie du territoire monténégrin devra être cédée afin de donner à la Serbie un accès à la mer par la baie de Kotor, où les autorités locales sont déjà à dominante serbe. L'accès des Serbes à cette partie de l'Adriatique devrait s'opérer par le transfert d'un territoire de la Republika Srpska, l'Etat serbe bosniaque.

La Macédoine est confrontée à un problème majeur avec sa minorité albanaise. Le dernier recensement évalue ce groupe ethnique à 23 % de la population, mais la plupart des observateurs l'estiment aux environs de 35 %, avec une tendance à la hausse. Tetovo, qui compte une importante population albanaise, aura bientôt son université en langue albanaise revendiquée avec force.

Il y a peu de place, sur le plan politique, pour un ajustement de frontière même le plus infime en Macédoine. Les aspirations à une Grande Albanie sont immenses et doivent être contenues avec fermeté si l'on veut stabiliser les Balkans. Les Grecs, heureusement, investissent en Macédoine, et l'Union européenne doit fournir davantage d'aide économique et politique, et peut-être même un appui militaire.

On prétendra que toute modification de la carte actuelle des Balkans reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore. J'estime cette crainte très exagérée. Les questions relatives au réajustement des frontières internationales ne sont pas nouvelles et menacent à l'arrière-plan depuis 1991. Ce réajustement représente le meilleur espoir d'assurer une paix durable dans la région.

Lord Owen, ancien secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, a été l'envoyé de l'Union européenne pour la paix en Yougoslavie. (Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

© The Wall Street Journal Europe.